

**Art. 3.** Dans l'article 37ter, paragraphe premier, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par loi du 20 juillet 2005 et du 25 avril 2014, la première phrase est abrogée.

**Art. 4.** Dans l'article 7, deuxième paragraphe, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, il est inséré un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« L'habilitation visée à l'alinéa premier ne permet pas la prise de mesures visant à réduire les cotisations de sécurité sociale pour les employeurs du secteur du dragage, du remorquage et de la marine marchande. ».

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juillet 2015.

R. VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

G. VANHENGEL,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

P. SMET,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics

Mme C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie

—  
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2014-2015

A-149/1 Projet d'ordonnance

A-149/2 Rapport

Compte rendu intégral : Discussion et adoption : séance du vendredi 19 juin 2015

**Art. 3.** In artikel 37ter, § 1, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij de wetten van 20 juli 2005 en 25 april 2014, wordt de eerste zin opgeheven.

**Art. 4.** Aan artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Op grond van de machtiging als bedoeld in het eerste lid kunnen geen maatregelen worden genomen die strekken tot het verminderen van de sociale zekerheidsbijdragen voor de werkgevers in de bagger- en de sleepvaartsector en in de sector van de koopvaardij. ».

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juli 2015.

R. VERVOORT,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid

G. VANHENGEL,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

P. SMET,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken

Mevr. C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie

—  
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2014-2015

A-149/1 Ontwerp van ordonnantie

A-149/2 Verslag

Integraal verslag : Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 19 juni 2015

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2015/31425]

**2 JUILLET 2015. — Ordonnance visant l'harmonisation et la simplification des règles en matière de procédures de recours en cas de refus ou de retrait d'une carte professionnelle à des indépendants étrangers et en cas de sanctions**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, les mots « des Classes moyennes » sont remplacés par les mots « de l'Emploi ».

**Art. 3.** L'article 6 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 6. – Le fonctionnaire délégué désigné par le Ministre de l'Emploi apprécie si la demande tendant à l'obtention, à la prorogation ou au renouvellement d'une carte professionnelle satisfait aux conditions de recevabilité.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2015/31425]

**2 JULI 2015. — Ordonnantie tot harmonisering en vereenvoudiging van de regels inzake beroepsprocedures in geval van weigering of intrekking van een beroepskaart voor buitenlandse zelfstandigen en in geval van sancties**

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 3, § 1, van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen worden de woorden « van Middenstand » vervangen door de woorden « van Werkgelegenheid ».

**Art. 3.** Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. – De afgevaardigde ambtenaar die door de Minister van Werkgelegenheid aangewezen is, oordeelt of de aanvraag om verkrijging, verlenging of hernieuwing van een beroepskaart voldoet aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden.

L'étranger dont la carte professionnelle est refusée par le fonctionnaire délégué peut introduire un recours auprès du Ministre de l'Emploi. La notification du refus mentionne les voies de recours possibles, les instances compétentes qui en prennent connaissance, ainsi que les exigences de formes et de délais à respecter. ».

**Art. 4.** A l'article 7 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase liminaire du premier alinéa est remplacée comme suit :

« Le fonctionnaire délégué désigné par le Ministre de l'Emploi peut retirer la carte professionnelle au titulaire : ».

2° le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

« L'étranger dont la carte professionnelle est retirée par le fonctionnaire délégué peut introduire un recours auprès du Ministre de l'Emploi. La notification du retrait mentionne les voies de recours possibles, les instances compétentes qui en prennent connaissance, ainsi que les exigences de formes et de délais à respecter. ».

**Art. 5.** L'article 8 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 8. – Lorsque l'étranger séjourne déjà en Belgique, il doit y séjourner légalement pour pouvoir introduire le recours visé par les articles 6 et 7.

Il est en tout cas introduit par lettre signée et recommandée à la poste endéans les trente jours après la notification de la lettre recommandée par laquelle la décision de refus ou de retrait est signifiée. Le cachet de la poste fait foi.

La date d'échéance du délai prévu au deuxième alinéa est comprise dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, la date d'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Le recours doit être motivé et rédigé dans l'une des deux langues officielles de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les prescriptions des alinéas précédents sont prévues à peine de nullité.

Chaque demande introduite après l'introduction du recours visé à l'article 3, paragraphe 3, pour la même activité professionnelle indépendante, est déclarée irrecevable, et ce, aussi longtemps que le recours est pendant auprès du Ministre.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut déterminer des modalités de procédure de recours. ».

**Art. 6.** Les articles 9 à 11 inclus de la même loi sont abrogés.

**Art. 7.** Dans la même loi, il est inséré un article 13/1, rédigé comme suit :

« Art. 13/1. – Est puni soit d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende pénale de 26 à 1.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 50 à 500 euros :

1° l'étranger qui, soumis à l'obligation visée à l'article 1<sup>er</sup>, de la présente loi, exerce une activité indépendante sans être titulaire d'une carte professionnelle;

2° l'étranger qui exerce une activité indépendante bien qu'il ait été enjoint de cesser son activité, voire de fermer l'établissement exploité;

3° l'étranger qui obtient frauduleusement une carte professionnelle grâce à des manœuvres frauduleuses;

4° quiconque a sciemment fourni des renseignements ou communiqué des documents inexacts aux fonctionnaires et agents chargés de la surveillance.

En cas de récidive, les sanctions pénales sont doublées. ».

**Art. 8.** A l'article 14 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le premier alinéa est complété par les mots « ou à l'article 13/1, premier alinéa, 2° à 4° »;

De vreemdeling van wie de beroepskaart door de afgevaardigde ambtenaar geweigerd wordt, kan bij de Minister van Werkgelegenheid beroep indienen. De betekening van de weigering vermeldt de mogelijke rechtsmiddelen, de bevoegde instanties die er kennis van nemen, alsook de te eerbiedigen vormvereisten en termijnen. ».

**Art. 4.** In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De afgevaardigde ambtenaar die door de Minister van Werkgelegenheid aangewezen is kan de beroepskaart intrekken jegens de houder : ».

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De vreemdeling van wie de beroepskaart door de afgevaardigde ambtenaar ingetrokken wordt, kan bij de Minister van Werkgelegenheid beroep indienen. De betekening van de intrekking vermeldt de mogelijke rechtsmiddelen, de bevoegde instanties die er kennis van nemen, alsook de te eerbiedigen vormvereisten en termijnen. ».

**Art. 5.** Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. – Indien de vreemdeling reeds in België verblijft, moet dit verblijf wettig zijn om het beroep als bedoeld in de artikelen 6 en 7 te kunnen indienen.

Het wordt in elk geval ingesteld bij ter post aangetekende en ondertekende brief binnen dertig dagen na kennisgeving van de aangetekende brief waarbij de beslissing tot weigering of intrekking wordt betekend. De poststempel geldt als bewijs.

De dag waarop de termijn als bedoeld in het tweede lid verstrijkt, wordt in de termijn meegerekend. Indien deze dag echter op een zaterdag, een zondag of een feestdag valt, wordt hij naar de eerstvolgende werkdag verschoven.

Het beroep moet met redenen omkleed zijn en opgesteld in één van de twee officiële talen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De voorschriften uit de voorgaande leden zijn voorzien op straffe van nietigheid.

Zolang het bij de Minister hangende is, wordt elke na instelling van het beroep ingediende aanvraag als bedoeld in artikel 3, § 3, voor dezelfde zelfstandige beroepsactiviteit, onontvankelijk verklaard.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan nadere regels van de beroepsprocedure bepalen. ».

**Art. 6.** De artikelen 9 tot en met 11 van dezelfde wet worden opgeheven.

**Art. 7.** In dezelfde wet wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 13/1. – Wordt bestraft hetzij met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 1.000 euro of een van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 50 tot 500 euro :

1° de vreemdeling die onderworpen aan de verplichtingen vermeld in artikel 1 van onderhavige wet, een zelfstandige activiteit uitoefent zonder in het bezit te zijn van een beroepskaart;

2° de vreemdeling die een zelfstandige activiteit uitoefent niettegenstaande de staking van de bedrijvigheid werd gelast of de sluiting van de geëxploiteerde zaak werd bevolen;

3° de vreemdeling die door het aanwenden van listige kunstgrepen een beroepskaart bedrieglijk verkrijgt;

4° hij die wetens en willens onjuiste inlichtingen verstrekt of onjuiste documenten heeft bezorgd aan de ambtenaren en agenten belast met het toezicht.

Bij herhaling worden de strafrechtelijke sancties verdubbeld. ».

**Art. 8.** In artikel 14 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « of artikel 13/1, eerste lid, 2° tot 4° » ingevoegd tussen de woorden « in artikel 13, 2° tot 5° » en de woorden « , is veroordeeld »;

2° le deuxième alinéa est complété par les mots « ou à l'article 13/1 ».

**Art. 9.** Les articles 6 à 11 inclus de la même loi, tels qu'ils existaient avant leur modification ou abrogation par les articles 3 à 6 inclus, sont d'application pour les recours contre le refus ou le retrait de la carte professionnelle qui n'ont pas encore été traités le jour précédent l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Par dérogation au premier alinéa, le Ministre de l'Emploi est le Ministre compétent pour la poursuite et le traitement des procédures concernées.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juillet 2015.

R. VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

G. VANHENGEL,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

P. SMET,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics

Mme C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie

—  
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2014-2015

A-147/1 Projet d'ordonnance

A-147/2 Rapport

A-147/3 Amendement après rapport

Compte rendu intégral : Discussion et adoption : séance du vendredi 19 juin 2015

2° in het tweede lid worden de woorden « of artikel 13/1 » ingevoegd tussen de woorden « in artikel 13, » en de woorden « schuldig gemaakt ».

**Art. 9.** De artikelen 6 tot en met 11 van dezelfde wet, zoals zij bestonden voor hun wijziging of opheffing door de artikelen 3 tot en met 6, blijven van toepassing met betrekking tot de beroepen tegen de weigering of de intrekking van de beroepskaart die nog niet afgehandeld zijn op de dag voor de inwerkingtreding van deze ordonnantie.

In afwijking van het eerste lid is de Minister van Werkgelegenheid de bevoegde Minister voor de voortzetting en de afhandeling van de betrokken procedures.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juli 2015.

R. VERVOORT,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid

G. VANHENGEL,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

P. SMET,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken

Mevr. C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie

—  
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2014-2015

A-147/1 Ontwerp van ordonnantie

A-147/2 Verslag

A-147/3 Amendement na verslag

Integraal verslag : Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 19 juni 2015

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31430]

**2 JUILLET 2015.** — Ordonnance portant assentiment à : l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, fait à Paris le 17 novembre 2008

L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Art. 2.** L'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, fait à Paris le 17 novembre 2008, sortira son plein et entier effet.

## GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2015/31430]

**2 JULI 2015.** — Ordonnantie houdende instemming met : het Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Frankrijk voor de ontwikkeling van de samenwerking en van de wederzijdse administratieve bijstand op het gebied van de sociale zekerheid, opgemaakt te Parijs op 17 november 2008

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Frankrijk voor de ontwikkeling van de samenwerking en van de wederzijdse administratieve bijstand op het gebied van de sociale zekerheid, opgemaakt te Parijs op 17 november 2008, zal volkomen gevolg hebben.